

**LE PARTI COMMUNISTE
DANS LES ALPES-MARITIMES
1920-1939**

par Jean-Rémy BEZIAS

**Résumé du mémoire de maîtrise préparé sous la direction de M. R.
SCHOR**

A mesure que passent les années, et qu'elles nous éloignent d'un passé aujourd'hui cinquantenaire, l'ouverture régulière de nouveaux dossiers d'archives et le recul du temps donnent à l'historien une occasion supplémentaire d'entamer des recherches sérieuses sur la période des années vingt et des années trente, et particulièrement sur cette histoire politique dont, pourtant, l'historiographie contemporaine est déjà remplie. Dans ces conditions, l'une des voies les plus fructueuses de la recherche, au niveau étudiant, semble résider dans l'élaboration de monographies locales s'appuyant sur une documentation n'ayant pas encore rencontré celui qui la dépouillera.

Telle fut l'une de nos bases de travail lorsque nous entreprîmes d'étudier les vingt premières années du Parti communiste, parti controversé s'il en est, dans les Alpes-Maritimes, en utilisant, entre autres sources, les rapports de police contenus dans le fonds d'archives du cabinet du préfet, non exploré alors (1).

Ce sujet, à priori incongru, sur une terre de tourisme raffiné et de modérantisme politique ancré dans la tradition, nous permit d'essayer de mettre un peu mieux en lumière l'une des clés de l'histoire politique des Alpes-Maritimes : les débuts et la montée en puissance d'une formation' appelée à incarner, des décennies durant, la principale opposition à la majorité modérée de droite, prenant place parmi les composantes d'un "Midi rouge" aujourd'hui bien ébranlé.

I - LES DEBUTS ; CONTINUITÉ ET RUPTURE

Le P.C.F. de 1920 était issu du Parti socialiste unifié, né en 1904. Dans les Alpes-Maritimes, la filiation fut la même. Il est donc nécessaire de commencer cette étude par une brève présentation de ce qui fut à l'origine du Parti communiste local.

A - Le socialisme dans les Alpes-Maritimes avant le Parti communiste

Au cours de la période qui s'étend des années 1880 jusqu'à 1914, les deux principales caractéristiques des tentatives socialistes dans ce département furent l'origine étrangère de leurs auteurs et leur manque d'impact sur la population. Après les vains essais du baron balte F. von Stackelberg, c'est un avocat parisien, Louis Maffert, qui, en 1906, lança la Fédération socialiste des Alpes-Maritimes, rattachée au P.S.U. En ce début de XXe siècle, les socialistes du département se localisaient avant tout dans le sud et le sud-ouest de l'arrondissement de Grasse, la partie provençale des Alpes-Maritimes, à tradition "progressiste", alors que leur activité était quasiment nulle dans l'ancien Comté.

Tant par les résultats électoraux que par le nombre de ses adhérents, le P.S.U. n'exerçait aucune influence notable sur la vie politique locale.

Mais la guerre, la révolution russe, le contexte général de l'immédiat après guerre modifièrent quelque peu cette situation.

Dans tout le pays, à partir de 1919, les effectifs du Parti socialiste s'accrurent fortement. Cette fois-ci, les Alpes-Maritimes se trouvaient en accord avec la tendance nationale : 312 adhérents à la Fédération en 1919, 810 en 1920. Le 16 novembre 1919, avec 9,6 % des inscrits lors des élections législatives, la liste socialiste, malgré le triomphe du Bloc national, parvenait à un niveau jamais atteint dans le département.

Mais la grande question était celle de l'attitude à adopter face à la révolution russe : comme partout ailleurs, la position des socialistes de la Côte d'Azur ne fut pas bien définie, jusqu'à la fin de 1919. En février 1920, cependant, la victoire des révolutionnaires se trouvait déjà acquise (congrès fédéral de Cagnes) et en décembre 1920 la Fédération des Alpes-Maritimes, non représentée personnellement au congrès de Tours, attribua 10 de ses 12 mandats (83 %) à la motion Cachin-Frossard, favorable à l'adhésion à l'Internationale communiste. En faveur de cette dernière, le rapport des forces était, dans le congrès, d'environ 3 contre 1, mais il s'élevait à 6 contre 1 dans les Alpes-Maritimes.

B - La Fédération communiste, héritière de la Fédération socialiste (décembre 1920-1923)

Durant les trois premières années de son existence, le Parti communiste local vécut de l'héritage socialiste, mais celui-ci fut loin de rester intact.

1 - Présence et appauvrissement de l'héritage socialiste (1921-1922)

Les hasards de la documentation veulent que, sur 3 plans différents, il nous soit permis d'appréhender l'évolution de la Fédération dans les 2 premières années qui suivirent la scission : ses effectifs, ses rapports avec les syndicats, et ses relations avec les anciens combattants.

Ce n'est qu'au 1er octobre 1921 que la scission fit sentir ses conséquences sur les effectifs de la Fédération communiste : à cette date, seulement 67 % de l'effectif de 1920 (550 membres) demeurait au Parti dans les Alpes-Maritimes. Les révolutionnaires les plus ardents se retrouvaient, semble-t-il, seuls entre eux ; quant aux éléments plus "modérés", ils avaient dû s'éclipser, car on en revenait au clivage du début de 1920 (2/3 contre 1/3).

Au 31 juillet 1922, le Parti ne conservait plus que 45 % de son effectif de 1920 (365 membres), taux qui correspondait à la moyenne nationale : l'explication en est le reflux révolutionnaire qui se manifestait alors en Europe.

Si le nombre des adhérents avait baissé, en revanche, leur distribution dans l'espace suivait les mêmes règles qu'avant la guerre et la scission : faiblesse persistante dans l'ancien Comté (133 membres en décembre 1922), vitalité plus affirmée dans l'arrondissement de Grasse (220 membres, dont 78 à Cannes).

A la faveur des vagues de grève qui, depuis 1919, perturbaient la vie économique et sociale du département, les communistes, à la suite des socialistes, marquèrent quelques points en s'assurant dans les organisations ouvrières de la C.G.T. une influence non négligeable. Certes, en 1920, la majorité syndicale se rangeait encore dans le camp des réformistes, mais lors du congrès de la C.G.T. à Lille, en juillet 1921, contre la majorité nationale rassemblée derrière L. Jouhaux, les Alpes-Maritimes se déclarèrent à 48 % en faveur de l'affiliation à l'Internationale syndicale rouge (41 % contre). On n'en conclura pas pour autant que, dès juillet 1921, les ouvriers syndiqués du département avaient basculé du côté communiste car les "scissionnaires" qui, en 1922, formèrent la C.G.T.U. n'étaient pas tous communistes, et, d'autre part, la représentativité absolue des mandats utilisés à Lille par les Alpes-Maritimes n'était pas assurée. Retenons cependant, et cela était important pour l'avenir à court terme, qu'en 1921, les "cegétistes" les plus radicaux l'avaient emporté,

profitant probablement d'une décrue syndicale qui, en 1920, avait pu éloigner des organisations ouvrières leurs membres les moins combattifs.

Une fois la guerre terminée, partout écloront des groupements rassemblant ceux qui avaient survécu. Les anciens combattants se regroupaient, souvent par affinités politiques. Dans les Alpes-Maritimes, l'Association des Libérés de la grande guerre, fondée en 1919 et orientée politiquement à gauche, servit de précieux point d'appui aux socialistes puis aux communistes, à tel point qu'aux élections cantonales de mai 1922, le P.C. et les Libérés soutinrent de concert les candidatures symboliques de Marty et Badina, les mutins de la mer noire.

Cette situation ne dura guère : 1923 fut l'année où, dans les Alpes-Maritimes comme ailleurs, le Parti communiste commença à couper les ponts avec ce qui le reliait au socialisme d'avant Tours.

2 - 1923 : la liquidation de l'héritage

Contraint de choisir entre son appartenance aux Loges maçonniques et son adhésion au Parti communiste, le secrétaire général Frossard démissionne au début de 1923. 1923 fut aussi l'année au cours de laquelle les communistes prirent le dessus sur leurs adversaires, dans les syndicats C.G.T.U. et dans l'Association républicaine des anciens combattants. Cette dernière, en raison du tournant qu'elle avait pris, perdit la majeure partie de ses adhérents dans le département après que les Libérés, en octobre 1923, aient décidé de s'en désaffilier, au terme d'une rude empoignade entre le communiste Barel et l'anticommuniste Bacchialoni.

Plus importantes encore furent les conséquences de la "communisation" de la C.G.T.U., en sens inverse. Depuis le début de 1923, les communistes semblaient s'employer à ranimer dans le département les syndicats léthargiques. Au mois d'octobre, très certainement majoritaire en son sein, ils mirent la main sur l'Union départementale, en amenant leurs opposants (anarcho-syndicalistes ?) à se démettre de leurs fonctions. Le nouveau secrétaire général, un ouvrier cannois des P.T.T., Giuge, était communiste, de même que tous ses collègues du bureau, dont l'instituteur Virgile Barel. Un mois plus tard, le même scénario propulsa les léninistes à la tête de la confédération unitaire.

En face, les réformistes locaux se trouvaient frappés d'impuissance, et ils n'étaient pas encore parvenus au bout de leur chute, flagrante depuis 1921.

II - UNE PROGRESSION ENTRE PARENTHÈSES (1924-1925)

A - L'agitation sociale

Tentatives de reconstitution de syndicats, élaboration de cahiers de revendications, mainmise sur les syndicats unitaires : l'activité déployée par les communistes en 1923 se prolongea et déboucha, l'année suivante, sur un regain d'agitation sociale dans les Alpes-Maritimes. A Menton, Nice, Contes, sur les chantiers de la ligne ferroviaire Nice-Coni, la propagande communiste, ou du moins unitaire, trouva des adeptes en nombre croissant : de 100 adhérents au début de l'année, le syndicat du bâtiment de Nice passa à 3000 en septembre (2).

Profitant de cette vague montante, les unitaires-communistes enfoncèrent un peu plus encore les réformistes en leur arrachant leur dernier "bastion", la Bourse du travail de Nice, dont le secrétariat, détenu jusque là par le "traditionaliste" Léon Morel, fut attribué à Louis Casteu, communiste ou crypto-communiste selon les sources (mars 1925). Dans le même temps, Nice se voyait désormais consacrée comme principal centre d'activité syndicale communiste, à la place de Cannes.

Les grèves n'avaient pas tardé à éclater, surtout à partir du milieu de 1924, et principalement dans les secteurs du bâtiment et de la métallurgie ; les membres du bureau fédéral du P.C. s'y distinguaient particulièrement. Pourtant, l'effervescence fut de courte durée, et dès 1925 l'ordre revint. De cette retombée de la fièvre, l'explication était claire : le mouvement s'était appuyé essentiellement sur les travailleurs italiens, le "prolétariat" de la Côte d'Azur, chez qui le Parti et son syndicat avaient trouvé des auditeurs attentifs ; il suffit que les autorités prennent des mesures d'expulsion (fin 1924-début 1925) à l'égard des principaux "meneurs" pour que revienne un calme social relatif et que les cellules communistes commencent à se vider de leurs éléments étrangers.

Quant aux Français, restaient-ils, de leur côté, insensibles aux efforts du Parti dans leur direction ? Des éléments de réponse furent rapidement apportés par les scrutins politiques.

B - Les élections : des résultats ambigus

1 - Les élections législatives du 11 mai 1924

Les communistes n'avaient évidemment aucune chance de voir l'un d'eux accéder à la députation, même si 1919 avait marqué un progrès des socialistes encore unifiés. Le seul intérêt du scrutin législatif de 1924, en ce qui les concernait, résidait précisément dans la comparaison avec les élections de 1919 : y aurait-il nouveau gain, ou recul ?

Au terme d'une campagne très tendue, au cours de laquelle les deux quotidiens locaux, l'Eclaireur (conservateur) et le Petit Niçois (radical) s'étaient mutuellement accusés de connivence avec le Parti communiste, celui-ci recueillit 8 % des voix des inscrits, Barel étant sa tête de liste. Ce résultat, à priori honorable (86 % des voix conservées par rapport à 1919), était en fait bien ambigu car la S.F.I.O., squelettique dans les Alpes-Maritimes, était absente du scrutin et, plutôt que de voter pour la liste radicale de Jean Ossola, une partie de ses électeurs potentiels s'était tournée vers l'autre parti d'extrême gauche.

Sur le plan géographique, la situation électorale n'avait pas fondamentalement évolué d'une élection à l'autre. En dépit d'un recul (11,1 % au lieu de 13,7 %), l'arrondissement de Grasse demeurait, conformément à l'implantation primitive, le principal pourvoyeur de suffrages, surtout en son extrême sud-ouest, dans les cantons de Cannes à Antibes (30,3 % dans la ville ouvrière de Vallauris), et aussi chez les petits propriétaires ruraux du canton de Saint-Vallier (frontalier du Var). La présence sur la liste du Bloc ouvrier-paysan d'un agriculteur, Angelin Raybaud, paya aussi ailleurs, comme en témoignèrent les spectaculaires 29,7% obtenus dans le canton de Puget-Théniers. Dans la ville de Nice, la répartition des suffrages communistes prenait une forme qui, dans l'avenir, n'était pas appelée à être profondément modifiée : la primauté des cantons de l'est, populaires, s'y faisait déjà sentir.

Ces résultats étaient incertains en raison de l'absence des socialistes ; les élections municipales de l'année suivante montrèrent à l'évidence que le Parti communiste ne pouvait, dans l'immédiat, prétendre à jouer un rôle de premier plan.

2- Les élections municipales des 3 et 10 mai 1925 : l'échec

En 1925, le contexte avait changé : les foyers allumés en 1924 avaient été promptement maîtrisés par les autorités, et le Parti rechuta.

Cette conjoncture défavorable, ajoutée aux difficultés de la campagne électorale (5 listes complètes pour un total de 130 communes), se traduisit par une série de revers cuisants : à Antibes, à Nice, plus de 50 % de ses électeurs d(c) 1924 abandonnèrent le Parti communiste, qui dut, en outre, se résigner à ne pas conquérir la mairie de Vallauris, en principe à sa portée.

Cette impuissance à percer dans les élections municipales contribuait à bloquer le Parti dans ses possibilités d'implantation : sans élus locaux, il lui était difficile de s'enraciner solidement. De plus, ses propres électeurs ne lui facilitèrent pas la tâche en portant leurs suffrages sur des listes modérées de droite ou de gauche, soit totalement, soit par l'intermédiaire du panachage (3). Visiblement, une certaine forme de clientélisme avait tendance à prendre le pas sur une "conscience de classe" encore toute théorique.

Enfin, les déboires électoraux de 1925 furent probablement la manifestation des traumatismes engendrés par la transformation du P.C.F. en parti de type léniniste, à partir de l'automne 1924.

C - La vie intérieure

1 - L'organisation

Conformément aux directives de Moscou, la Fédération communiste (environ 500 adhérents), lors de son congrès de septembre 1924 à Nice, entreprit consciencieusement sa réorganisation sur la base des cellules, regroupées en 4 "rayons" géographiques (Nice, Menton, Cannes, Antibes). On ne peut autrement qu'à tâtons glaner quelques renseignements sur la mise en place de cette première véritable armature du Parti. Le seul fait certain, en définitive, est le caractère "globalement négatif" de cette restructuration : Barel confie lui-même dans ses mémoires que, devant les difficultés, il dut rapidement ramener le nombre des cellules mentonnaises de 7 à 2. Il est vrai que les expulsions d'Italiens atteignaient parfaitement leur objectif en faisant fondre les effectifs.

Quant aux hommes, une première approche de leur physionomie nous est fournie par les listes de candidats aux élections municipales : en 1925, le militant communiste des Alpes-Maritimes était un ouvrier (41,2 %), du bâtiment de préférence, plutôt qu'un employé (22,5 %), des P.T.T. par exemple, et il était jeune (67,1 % avaient entre 25 et 39 ans). Cependant, à Nice, les employés l'emportaient en nombre sur les ouvriers.

L'année 1924 avait bien été celle d'une progression entre parenthèses, réduite à néant dès 1925, et qui fit place, en 1926, à un long engourdissement.

III - DECLIN ET MARASME (1926-1933)

A - L'intérieur du Parti

1 - Direction et organisation : vue d'ensemble

Grâce à une remarquable série de rapports de police détaillés, c'est durant la période où le Parti communiste atteignit ses plus basses eaux que sa vie intérieure nous est le mieux connue : paradoxalement, cette poignée d'obscurs agitateurs ignorés de leurs contemporains (sauf des policiers) ne nous apparaîtra jamais éclairée d'une lumière aussi vive qu'en ces temps où les arrières-salles de cafés constituaient le décor familier de ses conciliabules.

Ce n'est qu'en 1927 que se termina la réorganisation : le département, devenu simple "rayon" se trouva alors rattaché à la Région marseillaise. Exceptées 2 périodes mal définies (1928 et 1931), le même homme assura la direction du Rayon : V. Barel, dont les retours successifs à la tête de l'organisation soulignèrent crûment la pauvreté de l'appareil en militants capables de le diriger.

La machine tourna, à vide pourrait-on dire, avec une quinzaine de responsables regroupés au sein du comité de rayon, y occupant les postes par rotation, peut-être par désir d'acquérir des compétences diversifiées, mais plus sûrement en raison de l'inefficacité chronique qui frappait leurs activités.

Baisse des effectifs, manifestations de rues anémiques, non-application des directives, déficit de la trésorerie : tels étaient les principaux sujets de conversation à chaque réunion. C'est en 1930 que le Rayon des Alpes-Maritimes parvint à son plus bas niveau d'influence.

2 - Cellules et effectifs

Toujours grâce à des sources policières nombreuses et de premier ordre, les échelons de base de la hiérarchie, les cellules, peuvent faire l'objet d'une étude poussée, ainsi que les effectifs. Dans ce dernier domaine, le fait marquant, en 1928, fut la supériorité acquise, pour la première fois depuis 1906, par l'arrondissement de Nice sur celui de Grasse : 266 membres dans le premier, 186 dans le second, et Nice, avec 15 cellules sur un total de 33 l'emportait sur Cannes (4) ; la supériorité cannoise, due au bénéfice de l'antériorité, était définitivement révolue.

Toutefois, un léger accident survint dans ce processus inévitable lorsque, en 1930, la désertion accentuée des Italiens provoqua une hémorragie spectaculaire à Nice. Du reste, le déclin était général, puisque le Rayon ne comptait plus que 258 adhérents, répartis en 21 cellules. Le marasme se prolongea jusqu'en 1933, sans s'aggraver cependant.

3 - Militants niçois en 1929

L'exploitation de la liste des adhérents niçois de l'Association des amis de l'U.R.S.S. pour 1929 semble confirmer la tendance de 1925 (5) : à Nice, le Parti communiste drainait une clientèle plus nombreuse chez les salariés du secteur tertiaire que chez ceux du secteur secondaire (42,8 % d'employés, 35,6 % d'ouvriers). 45,8 % des militants communistes avaient, à Nice, moins de 30 ans ; la principale conséquence en était sans doute le manque de cadres qui frappait le Rayon des Alpes-Maritimes en ces années.

B - Les "couronnes extérieures"

1 - La presse : d'échec en échec

A l'image de la direction du Rayon qui, durant des années tourna en rond sans parvenir à extirper le Parti de sa léthargie, la presse communiste locale se trouvait entraînée dans un cycle inéluctable qui, à chaque lancement de journal faisait succéder, à intervalle variable, son naufrage.

La persévérance étant, dans ces conditions, la principale qualité requise, les initiatives provinrent, jusqu'en 1933, des militants les plus irréductibles ; le hasard voulut que ceux-ci se localisassent à Menton, autour des instituteurs Barel et Spinelli. Ils mirent à flot le Bastion (1927-1928), le Bloc ouvrier et paysan (1928), Rouge-Midi (1930-1932), feuilles d'un tirage confidentiel et d'une lecture fastidieuse. Faute de s'intéresser davantage à la vie d'un département qui les ignorait, les rédacteurs en étaient réduits à collationner des articles le plus souvent théoriques et abstraits.

Ces défauts s'atténuèrent pourtant avec Rouge-Midi et surtout avec la Barricade (avril-juin 1933), bimensuel mieux conçu, plus riche, rédigé à Nice, et qui clôtura définitivement la "période mentonnaise". Les communistes commençaient enfin à comprendre que, pour intéresser les lecteurs, il convenait de les entretenir de l'actualité locale.

2 - Les élections : une figuration sans conviction

En cette période d'isolement extrême et de "gesticulation gauchiste" (6), les élections ne constituaient pas forcément la principale des préoccupations : cela était vrai à l'échelon national, et cela le fut peut-être encore davantage dans les Alpes-Maritimes, où la négligence en ce domaine fut souvent insigne.

Lors de la campagne électorale de 1928, le Rayon des Alpes-Maritimes ne tint apparemment aucun compte des directives de la Région qui l'invitaient à mettre un point un programme local, et il appliqua pour le moins sans nuance la tactique dite "classe contre classe", déjà sectaire en elle-même, se donnant ainsi une orientation résolument gauchiste.

Echec patent en 1928, où Barel, dans la circonscription de Cannes-Antibes, vit une partie de ses électeurs voter au second tour pour le maire de Cannes. La tactique "classe contre classe" ne réussit pas mieux au scrutin suivant, en 1932, même si, fait rarissime, le socialiste Gazeilles se désista, dans cette même circonscription, en faveur du communiste Franceschi.

Au demeurant, et en dehors des considérations tactiques, l'intérêt premier de ces scrutins fut la confrontation entre socialistes et communistes, celle qui n'avait pu avoir lieu en 1924. La S.F.I.O., en cours de redressement, n'eut guère de peine, en 1928, à faire jeu égal avec un Parti communiste qui entamait son hibernation. Dans l'arrondissement de Grasse, la tradition radicale joua en faveur des socialistes (Garino et Guillemain), qui y débordèrent les communistes (Barel et Spinelli). Si, dans le Comté de Nice, les frères ennemis furent plus solidaires, ce fut seulement dans la médiocrité, et leurs candidats y passèrent totalement inaperçus.

Globalement, néanmoins, les socialistes étaient parvenus à émerger, mais ce fut pour mieux replonger quatre ans plus tard, chance historique pour les communistes, qui se trouvèrent débarrassés de toute concurrence sérieuse à l'extrême gauche. En effet, si 1932 marqua un nouveau recul du Parti communiste dans le département (3,7 % des inscrits contre 4,2 % en 1928), les socialistes (pourtant en progrès dans le pays) enregistrèrent un échec plus que compromettant pour l'avenir (1,5 % des inscrits).

Pour résumer il convient de signaler que l'effondrement de la S.F.I.O. profita davantage aux candidats de centre-gauche (élections de Paul Deudon et Henry Torrès) qu'au Parti communiste qui, dans les 3e et 4e circonscriptions de Nice fut victime du même phénomène. Mais ailleurs le P.C. se tira mieux d'affaire, en progressant à Nice I (6 % des voix pour Défaut) par exemple. En outre, la physionomie du scrutin dans la circonscription de Cannes-Antibes amène une remarque d'importance : pour la première fois un candidat communiste (E. Franceschi en l'occurrence) conserva sensiblement le même nombre de voix d'un tour à l'autre ; son électorat s'était donc montré plus discipliné qu'auparavant.

Certes, l'influence du Parti communiste était toujours nulle, mais en certains endroits le déclin électoral subissait un coup d'arrêt et surtout, la S.F.I.O. était exsangue : l'avantage pris s'avéra décisif par la suite.

C - L'effritement des syndicats unitaires

1 - Première phase (1926-1929)

A partir de 1926, dans un contexte général défavorable à la C.G.T.U., les syndicats unitaires des Alpes-Maritimes, à l'image du Rayon communiste, commencèrent la traversée d'une longue période d'infortune.

Parallèlement à la réorganisation du Parti, la structure de la C.G.T.U. avait été modifiée : à partir de 1927, les unions locales unitaires des Alpes-Maritimes dépendirent de Toulon, siège de l'Union régionale, ce dont souffrit peut-être la coordination avec le Parti.

Au niveau local, la volonté de coordination fut effective et rarement mise en question ; grâce au gain du secrétariat de la Bourse du travail de Nice, le Parti pouvait, lorsqu'il le désirait, utiliser des locaux pour son propre compte. La baisse de leurs effectifs amena sans doute les deux organisations à se rapprocher encore davantage. Mais à la base il n'en était pas de même : il n'existait aucune concordance entre l'importance des cellules d'entreprise et celle des syndicats correspondants (à Nice, en 1928, environ 230 adhérents au syndicat unitaire des P.T.T., mais un seul à la cellule communiste des P.T.T.) (7). En revanche, conformément à la sociologie du Parti niçois, les points forts de la C.G.T.U. à Nice se situaient parmi les agents des services publics et concédés (cheminots, enseignement, gaz, P.T.T., eaux).

En face, les confédérés, appuyés par les socialistes, relevaient la tête (pour des raisons difficiles à cerner) et, devant cette situation nouvelle, les unitaires en perte de vitesse (1800 adhérents à Nice en 1928, 1400 en 1930) se recroquevillèrent encore plus sur eux-mêmes.

2 - Deuxième phase (1930-1933)

Cette phase fut celle de l'isolement : les unitaires s'y enfermèrent en créant, en juin 1930, leur propre cartel des services publics et concédés, se séparant ainsi des autonomes et

des réformistes. Ces derniers, forts de leurs progrès, n'eurent plus qu'une idée : évincer les unitaires, et donc les communistes, du secrétariat de la Bourse du travail de Nice, que ceux-ci contrôlaient depuis 1925.

La situation était sans espoir pour l'Union locale unitaire qui, en 1931, se trouvait réduite à 1100 adhérents, contre près de 4000 aux confédérés et autonomes : au prochain renouvellement du secrétaire, ils seraient battus. Leurs efforts aboutirent à retarder l'échéance, mais non à éviter l'irréversible : en juin 1933, avec l'appui tacite de Jean Médecin, le confédéré Marion fut élu secrétaire permanent.

Echec syndical et échec politique allaient de paire : jamais le Parti ne fut plus faible qu'entre 1930 et 1933. Toutefois, du côté syndical, une ébauche d'unité d'action se manifesta en 1933 chez les fonctionnaires ; le Front populaire n'était plus très loin.

IV - L'APPARITION D'UNE NOUVELLE FORCE POLITIQUE LOCALE (1934-1939)

A - L'émergence (1934-1935)

Réduits à 300 adhérents dans le département depuis 1931, écartés de la gestion de la Bourse du travail de Nice, les communistes se trouvaient, au début de 1934, dans une situation toujours aussi délicate. Cependant, la tension politique suscitée par les événements nationaux et internationaux finit par leur profiter, alors que la situation économique se dégradait et qu'ils avaient à leur disposition un instrument nouveau, la Région du sud-est.

1 - La nouvelle Région du sud-est

Composée des Alpes-Maritimes et des Basses-Alpes, la Région du sud-est naquit probablement au milieu de 1933 ; sa création était le résultat de la recherche à tâtons d'une plus grande efficacité, en l'absence persistante de "décollage", et non d'un dynamisme local particulier (mais le rôle de Barel dans cette création fut sans doute important). De son côté, la C.G.T.U. procédait à une identique rectification de son organisation locale (février 1934).

Avant que le 6 février 1934 ne donne l'occasion à la gauche française de resserrer ses rangs, Nice avait été le théâtre, le 29 janvier, d'une manifestation syndicale qui, suivie d'affrontements avec la police, fut présentée par les communistes comme une manifestation antifasciste, ce qu'elle n'était pas à l'origine. Ce climat fit dire plus tard à Barel que les Alpes-Maritimes avaient été à la pointe de l'unité d'action socialiste-communiste dans le pays, et qu'un pacte dans ce sens avait été signé le 19 février à Nice. En fait, il ne s'agissait que d'un accord de "front unique" qui, du reste, n'empêcha pas, dans les semaines suivantes, les polémiques entre les deux partis ; le 23 mai, par exemple, un tract distribué par le Rayon de Nice dénonçait la "démagogie socialiste".

En conséquence, l'unité d'action, dans les Alpes-Maritimes, ne devint solide qu'après la signature du pacte national, le 27 juillet. A partir de là, les communistes se montrèrent plus unitaires que quiconque, dans leurs rapports avec les socialistes, mais aussi, à partir de l'été 1935, avec les représentants de la nuance radicale, naguère honnis. Alors que les socialistes renâclaient, s'enfermant dans un gauchisme bougon, les communistes multipliaient les avances auprès de la gauche "bourgeoise", indispensable ici au succès du Front populaire. De plus, les réussites électorales rendirent encore plus séduisante la formule du Front populaire.

2 - La poussée électorale

Dans le bouillonnement politique de 1934, le Parti communiste vit se dresser devant lui les signes avant-coureurs d'un succès dont personne ne soupçonnait alors qu'il serait durable.

Aux élections cantonales des 7 et 14 octobre 1934, le nombre des candidats du Parti fut sans précédent (dix-huit), et les électeurs suivirent le même mouvement, comme dans tout le pays. La sécheresse du coup prit tout le monde au dépourvu, sauf peut-être les intéressés : dans le second canton de Nice, Barel se hissa brusquement à 16,9 % des voix des inscrits (contre 3 % en 1932). Certes, les résultats restaient très inégaux, mais dans les campagnes, les communistes parvinrent en bonne position, à Roquebillière, Vence et surtout Cagnes. Dans l'immédiat, les réactions des adversaires restèrent discrètes. De tous les côtés on attendait, pour se prononcer, une confirmation de ce qui, quelques mois auparavant, était encore impensable.

Bien loin de marquer un ralentissement, les élections municipales dès 6 et 13 mai 1935 confirmèrent et amplifièrent parfois la poussée de 1934 ; le phénomène était nouveau (continuité des résultats d'une élection à l'autre), et le Parti communiste était bien en train de se constituer une solide base électorale. Il n'eut aucun élu à Nice, mais la liste dirigée par Barel s'y octroyait plus de 13 des voix des inscrits. Dans l'arrière-pays, Spéracèdes, Pégomas et Rigaud élirent des conseillers municipaux : le phénomène affectait tant les campagnes que les villes.

C - Les élections législatives de 1936

L'élection d'un ou de deux députés communistes dans les Alpes-Maritimes était désormais une éventualité des plus probables ; l'événement qui se préparait serait d'importance.

1 - La campagne électorale

Des 6 candidats communistes, le seul à pouvoir envisager sérieusement la victoire était Barel, dans la troisième circonscription de Nice, celle des quartiers populaires, du port, de la manufacture des tabacs, de l'usine Michel. Si l'extrême gauche devait triompher, c'était bien là ; aussi les socialistes s'abstinrent-ils de figurer, appelant à voter Barel dès le premier tour.

Beaucoup plus minces étaient les chances des communistes dans la première, deuxième et quatrième circonscriptions de Nice, et dans la première de Grasse : ici des notables bien installés (Baréty, Médecin), là une rude concurrence à gauche (Torrès, Jonas).

Il restait Cannes-Antibes : généralement donné vainqueur à quelques semaines du scrutin, le député Louis-Dreyfus, en se retirant brusquement, fut le responsable involontaire d'un imbroglio dont pouvait tirer parti le Front populaire, et en particulier le communiste, un quasi inconnu du nom de Pourtalet.

En" jouant à fond la carte de l'élection, le P.C. s'intégrait de fait au système politique en place, tout au moins sur le plan formel. Ce faisant, le Parti proposa un programme où les souhaits forcément émis par tous, au-delà des clivages politiques, venaient opportunément

balancer les revendications d'inspiration "progressiste". De révolution, il n'était plus guère question.

Le ton de la campagne électorale fut violent et passionné. Le principal adversaire des communistes se désignait lui-même : l'Eclaireur crut peut-être qu'une argumentation sommaire et l'usage inlassable de l'invective suffiraient à venir à bout du spectre bolchevique, en quoi il se trompait. Bien plus avisés, les communistes placèrent leur campagne sous le signe de la lutte contre le "fascisme" et, sur le plan local, contre la fraude électorale, s'abstenant de toute intervention déplacée. Alliant une solide organisation à la base à l'utilisation de moyens de propagande modernes, ils rendirent criard le contraste entre leur campagne et celle de leurs adversaires.

2 - Les résultats

Le 26 avril, au soir du premier tour, le succès fut considérable pour le P.C., sorti du néant deux ans plus tôt et hissé, entre 1932 et 1936, de 3,7 % à 17,5 % des voix des inscrits dans le département. Avec 29,2 %, Barel multipliait par 10 les voix de 1932 ; à l'origine de cette vertigineuse poussée se trouvait l'écroulement du sortant, le "radical indépendant" P. Deudon ; la population ouvrière niçoise, surtout dans le deuxième canton, avait en masse voté Barel, délaissant les notables.

Ces derniers, néanmoins, ne furent guère menacés ailleurs. Les communistes Pruja et Robini ne purent empêcher Baréty et Médecin d'être réélus dès le premier tour, mais ils franchissaient la barre des 20 %, et leur succès était tout de même incontestable. Il l'était moins dans la 4e circonscription de Nice et dans la 1ère de Grasse. Dans la circonscription de Cannes-Antibes, les 12,7 % des voix obtenus par Pourtalet, résultat moyen comparé à ceux de Nice, permirent, contre toute attente, au communiste de se placer en tête du Front populaire, grâce à l'égalité des suffrages aussi bien à gauche qu'à droite. Vallauris et les communes de l'arrière-pays cannois permirent à l'horticulteur communiste de s'assurer un avantage mince mais suffisant sur le socialiste Garino.

Une semaine plus tard, le 2 mai 1936, Barel et Pourtalet accédèrent à la députation. Deux candidats élus, mais dans des conditions très différentes : si le succès du niçois n'était en rien redevable au hasard, celui du cannois devait beaucoup aux erreurs du camp opposé. Malgré la défection de 1100 électeurs de Deudon, et une petite avance de 343 voix sur le docteur Vidal-Revel, Barel était le député de la majorité. Paradoxalement, le succès de Pourtalet, en dépit de sa netteté (736 voix d'avance sur le colonel Thierry), n'est explicable que par des circonstances fortuites et, en particulier, par le maintien au second tour du maire démis du Cannet, Jean-Pierre. Pourtalet, en définitive, n'était probablement pas, dans cette circonscription, l'élu de la majorité, mais celui de la fraction la plus disciplinée de l'électorat.

3 - Les raisons du succès

Tout le monde s'accorde pour observer que la brutale ascension du P.C.F. émerge comme phénomène saillant dans ce scrutin local de 1936. En revanche, plus délicate s'avère la recherche des origines et facteurs de ce que l'on peut bien appeler un bouleversement, imprévisible à la seule lecture des résultats des élections législatives antérieures. Pour aller à l'essentiel, nous sommes tentés de privilégier l'explication politique, même si les facteurs économiques, particulièrement évidents dans les campagnes, ont aussi leur importance.

Proposons le schéma suivant : la gauche existait, avant 1936, dans les Alpes-Maritimes ; son électorat, toujours appréciable depuis 1924, ralliait les candidatures de la mouvance radicale, dont l'apogée fut 1932. A partir de 1934, l'influence conjuguée de la crise économique et politique française, d'une forte présence italienne et de la peur du fascisme dans ce département limitrophe, fit basculer du côté communiste un électorat populaire de moins en moins tenté par la modération, fût-elle de tendance "progressiste". C'est, sans doute, faire peu de cas du "travail" antérieur du groupuscule de Barel, mais la clé du succès ne réside pas, pour nous, dans les efforts du P.C. : la vague vint à lui, et il n'eut qu'à s'empresser de la canaliser, avec un savoir-faire certain.

D - Le rayonnement du Parti communiste dans le département de 1936 à 1939

Nous avons choisi deux exemples pour illustrer le rayonnement qui fut celui du Parti communiste avant la guerre : son journal, et sa prise de contrôle des syndicats.

1 - Le Cri des travailleurs : de la feuille de combat à l'hebdomadaire "populaire" (8)

L'histoire de cet hebdomadaire est incontestablement celle d'une réussite, marquante dans l'histoire de la presse locale : en 1937, l'organe communiste, aux côtés de l'Eclaireur et du Petit Niçois, prenait place parmi les journaux les plus lus du département. Modeste (3000) a son lancement, le tirage augmenta rapidement puis s'emballa après les élections de 1936 pour atteindre, peut-être, les 20 000 exemplaires hebdomadaires dès juin. Certes, à la veille de la guerre, les lecteurs se firent moins nombreux, mais dans l'ensemble on pouvait parler de réussite : ce journal avait grandement contribué à la fixation d'une clientèle fidèle au Parti. Pour ce faire, il avait fallu abandonner la formule primitive ; dans la deuxième moitié de 1936, la feuille austère des débuts fut remplacée par un journal délibérément tourné vers tous les aspects de l'actualité locale, politique ou non, et, l'aisance financière aidant, agrémenté de nombreuses illustrations. Supplanter les quotidiens "bourgeois", tel était l'espoir sous-jacent des rédacteurs du Cri, même si leur hebdomadaire, depuis septembre 1936, sortait des rotatives du Petit Niçois, chacun estimant réaliser là une bonne affaire.

2 - Le pouvoir syndical

Il semble bien établi qu'en rien l'implantation du syndicalisme unitaire n'a contribué au succès communiste de 1936. En revanche, ce dernier aida décisivement les communistes à s'assurer une prépondérance durable à l'intérieur de la C.G.T. dans les Alpes-Maritimes.

A la fin de 1935, sur les 21 membres que comptait la commission administrative de la nouvelle union départementale C.G.T. réunifiée, 6 seulement étaient des ex-unitaires ; toujours favorable aux réformistes, le rapport des forces syndicales n'avait pas été profondément modifié par les premiers succès électoraux communistes. L'importance de l'élection de Barel et Pourtalet en mai 1936 n'en fut que davantage mise en relief par la situation qui apparut trois semaines après : au sein du bureau de l'U.D., ex-unitaires et ex-confédérés se retrouvaient à égalité, et le secrétariat général passait des mains de Ferro à celles de Felce, l'un des artisans, depuis 1933, du rapprochement confédérés-unitaires.

Le retournement n'en était qu'à ses débuts ; il devint complet après la vague de grèves de juin 1936 et la "ruée syndicale" qui s'en suivit. De ces dernières, les communistes tirèrent grand bénéfice : parmi les 50 000 membres de l'Union départementale C.G.T. en 1937 (au lieu de 11 000 au début de 1936), la majeure partie se sentait proche du P.C.F.. Dernier acte,

l'élection, en juillet 1937, du communiste Corbani au secrétariat général, pour douteuse qu'elle fût dans la forme, n'en était pas moins révélatrice de l'incontestable prépondérance des communistes au sein de l'organisation, dominateurs qu'ils étaient dans les corporations du bâtiment et de l'hôtellerie, les plus nombreuses.

Ainsi, progressivement soudée à son sommet au P.C., la C.G.T. n'était pas la seule organisation où se fit sentir l'influence de ce parti. Exemple parmi d'autres, les dirigeants de l'Union départementale des paysans-travailleurs et de l'Association touristique populaire, sans le déclarer ouvertement, prolongeaient efficacement l'action du Parti. On ne peut, cependant, s'arrêter là : le Parti communiste était certes devenu puissant, mais cette puissance comportait des limites.

E - Les limites de l'influence du Parti communiste 1 - Les déconvenues électorales

Déconvenue ne signifie pas forcément échec : les scrutins qui suivirent celui de 1936 furent loin d'être catastrophiques pour le Parti communiste ; il s'y renforça même parfois. Mais il n'y obtint aucun élu, et ne put que faire le compte de ses partisans, sans résultat immédiat.

En mars 1937, Pourtalet entendit profiter d'une élection partielle pour s'emparer de la mairie de Cannes, il échoua d'environ 850 voix au second tour, face au sortant Pierre Nouveau, dans un climat de violence rarement connu ici. Le député de la circonscription était battu à la fois par le regroupement des forces anticommunistes et les dissensions internes du Front populaire à Cannes.

Les 10 et 17 octobre 1937, à l'occasion des élections cantonales, les communistes éprouvèrent une nouvelle déception puisqu'aucun d'entre eux ne put pénétrer au Conseil général. Barel à Contes, Pourtalet à Cannes, échouèrent dès le premier tour ; à Nice, le Parti ne fit que se maintenir, dans beaucoup de cantons du haut pays, il perdit du terrain ; ce recul fut cependant compensé par les gains, parfois considérables, enregistrés dans l'ancien comté (l'Escarène, Contes, Sospel, Menton). Dans l'ensemble, les notables s'avéraient difficiles à déraciner.

L'élection législative partielle de la première circonscription de Nice, en mars 1939, confirma que le P.C.F. n'était pas à l'abri d'une rechute. Devancé par le futur vainqueur Jacques Bounin, Albert Robini perdit 3.7 % par rapport au premier tour de 1936. Il abandonnait des voix au radical, peut-être au P.C.F., sûrement à l'abstention. C'est qu'en 1939, le Parti communiste était en perte de vitesse.

2 - La vie intérieure (9)

Le mouvement des effectifs aussi bien que les difficultés de la direction locale témoignent de l'évolution connue par le Parti entre 1936 et 1939.

Revenons en 1936. Au début de cette année, la Région communiste comptait environ 1250 membres, et 2070 entre les deux tours des élections législatives. Au lendemain de celles-ci ce fut l'explosion, comme partout en France, et au mois de juillet 4895 adhérents étaient recensés ; à la fin de l'année, les 6000 furent atteints soit, de février à décembre, une augmentation de 480 % ! Ce gonflement démesuré fit vraisemblablement du P.C. le plus

puissant des partis de militants du département. L'apogée (6200 membres) fut atteint en 1937, année d'une accalmie aisément concevable.

L'originalité des Alpes-Maritimes avait été un taux de croissance des effectifs nettement supérieur à la moyenne nationale. Cette singularité demeura en 1938-1939, mais en sens inverse, car la marée reflua dès le début de 1938 : 5800 membres en avril, 4700 en octobre. Il avait été impossible de retenir dans sa totalité une masse partiellement ou totalement déçue par la tournure des événements politiques et économiques, au moment où progressait l'anticommunisme.

La fraction des classes moyennes qui avait pu, peut-être, rallier le Parti en 1936, s'en était-elle rapidement écartée ? En tout cas, les désillusions de l'élément ouvrier pesèrent certainement et, à la veille de la guerre, il est possible que les effectifs soient tombés aux environs de 4000.

Parallèlement, une crise latente, puis ouverte, "déstabilisa" la direction régionale. Barel ne pouvait pas être à la fois député et secrétaire régional. En juin 1936 un de ses fidèles, J. Patetta, lui succéda à ce poste. Il ne s'y maintint que deux ans. A l'automne 1938, la baisse persistante des effectifs, la présence probable d'un agent de Mussolini dans les instances régionales, et la démission fracassante du Parti du maire de Vallauns, Chalmette, amenèrent le remplacement de Patetta par un permanent dépêché par Paris, P Maertens. Plusieurs dizaines de militants furent exclus dans les mois suivants. On peut penser qu'à la veille de la déclaration de guerre, l'image du Parti communiste dans les Alpes-Maritimes s'était dégradée par rapport à 1936. et que la conclusion du pacte germano-soviétique ne fit qu'accroître dans l'opinion un sentiment d'anticommunisme révélé par les dernières élections partielles.

De ce survol de 19 années de l'existence d'un parti politique, que peut-on conclure ? Le Parti communiste a réussi une gageure en s'imposant comme force électorale de premier plan dans un département jusque là hostile aux extrêmes. Il s'est taillé cette part grâce à un contexte national favorable et à des circonstances locales particulières, sur lesquels nous ne reviendrons pas. Mais il l'a, précisément, fait en amenuisant opportunément la dimension révolutionnaire de son discours.

On peut alors se poser une question : il y a, certes, eu succès, incontestable et même impressionnant par sa soudaineté, mais après ? En 1939, il était impossible de dire si le Parti allait continuer à progresser ; quant à l'efficacité de l'action des deux députés, elle était très relative, et le programme régional de 1936 ne fut pratiquement pas appliqué. Certes, nous savons que la guerre, et surtout la Résistance, donnèrent un coup de pouce décisif aux communistes, dans ce département comme ailleurs, dans les années suivantes. Mais c'est là une anticipation inutile pour la claire compréhension de la période que nous avons étudiée. En 1939, dans les Alpes-Maritimes, le Parti communiste n'était politiquement qu'un kyste, et s'il avait quelque peu endolori une majorité modérée, dérangée dans ses vieilles habitudes, il ne l'entravait nullement dans sa paisible gestion de la politique départementale, car, somme toute, le Parti demeurait nettement minoritaire. Ce serait faire preuve d'hémiplégie politique, et historique, que de l'oublier.

NOTES

(1) La rédaction de notre mémoire de maîtrise, "Le P.C. dans les Alpes-Maritimes de 1920 à 1939" (Nice, 1983), s'est appuyée principalement sur la consultation de ces rapports et sur celle de la presse locale.

(2) Rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 13/9/1924. Archives départementales des Alpes-Maritimes, fonds du cabinet du préfet.

(3) Rapport du commissaire spécial de Cannes au préfet, 14/5/1925. Id.

(4) Rapport du commissaire spécial de Nice au préfet, 25/4/1928. Id.

(5) Id. 24/12/1929.

(6) Expression d'Annie Kriegel.

(7) Rapport du commissaire spécial de Nice au préfet, 11/2/1930. Id.

(8) Les indications chiffrées contenues dans ce paragraphe sont tirées du Cri des travailleurs.

(9) Id